



Opinion | Climat : pour des investissements solidaires et durables

Paris accueille les 22 et 23 juin les chefs d'Etat du monde entier pour son Sommet pour un nouveau pacte financier mondial. L'occasion de repenser nos investissements, au-delà de l'approche financière de court terme, estime ces auteurs. Ils appellent à miser sur les investissements solidaires et durables. Jérôme Oberreit et Alexandre Lourié Pour anticiper l'impact de la crise climatique en France, il faut regarder le Bangladesh. S'il ne produit que 0,56 % des émissions globales, il figure parmi les pays les plus vulnérables au changement climatique. Inondations, tempêtes, intensification des cyclones, montée des eaux : les conséquences de la crise climatique sont nombreuses et visibles, et pourraient causer le déplacement d'un Bangladais sur sept d'ici à 2050.

Face à cela, le pays a mis en place un certain nombre de mesures et alloué une part importante de son budget national à la lutte contre le changement climatique (plus de 7 % entre 2021 et 2022) en innovant main dans la main avec la société civile.

Efforts financiers

En France, la catastrophe s'annonce timidement - on se souvient notamment de la canicule record et des 66.000 hectares ravagés par les flammes l'été dernier. Mais la crise climatique n'est pas encore perçue comme une question de vie ou de mort. Elle va pourtant le devenir.

Ainsi, consacrer des efforts financiers aujourd'hui pour atténuer les effets du changement climatique et s'y adapter dans les pays du Sud répond non seulement à une urgence, mais - si cela ne suffisait pas - constitue également un investissement de long terme pour le reste du monde, qui sera tôt ou tard confronté aux mêmes problématiques.

Exemple barbadien

Nous avons beaucoup à apprendre de ceux qui vivent le changement climatique. Les réflexions et solutions les plus innovantes aujourd'hui proviennent des pays les plus touchés : la Première ministre de la Barbade, Mia Mottley, est en première ligne du programme de réforme de l'architecture financière mondiale, tandis que des experts climatiques bangladais mènent l'agenda des pertes et dommages.

L'expérience d'entreprises sociales internationales comme BRAC, pionnière de la microfinance, de l'agriculture et d'autres activités inclusives au Bangladesh, et le **Groupe SOS**, leader européen de l'économie sociale et solidaire, prouve qu'il est possible de transposer à plus grande échelle ces innovations écologiques et sociales.

Coût de l'inaction

Climat et inégalités offrent des « retours sur investissement » (ROI) attractifs pour la société. Pourtant, il est difficile pour les innovations vertes et sociales de se financer car leur rendement est de plus long terme, et le risque associé est souvent plus élevé. En réalité, la vision court-termiste du risque néglige un élément majeur de l'équation : le coût de l'inaction.

Lire aussi :

CHRONIQUE - Climat : pour un nouveau pacte financier entre le Nord et le Sud

Ce dernier été pris en compte pendant la crise du Covid-19 - en France notamment avec le « quoi qu'il en coûte » basé sur l'idée que l'argent dépensé permettrait d'éviter des conséquences humaines, sociales, mais aussi économiques désastreuses sur le long



terme. Il en va de même, au Brésil, en Thaïlande ou encore en Afrique du Sud, par exemple, où cette approche d'investissement radical a fait ses preuves dans la lutte contre le SIDA, en anticipant des coûts humains et sociaux très élevés sur le long terme.

L'urgence est là : 700 millions de personnes vivent sous le seuil d'extrême pauvreté et les projections actuelles prévoient 4 °C voire 5 °C de plus à horizon 2100 par rapport au siècle dernier si les émissions de gaz à effet de serre continuent à augmenter. Le coût de notre inaction aujourd'hui promet d'être colossal sur le long terme. Il faut donc inciter les capitaux publics et privés à cibler les acteurs de l'économie sociale et solidaire.

Penser à long terme

Paris accueille du 22 au 23 juin les chefs d'Etat du monde entier pour son Sommet pour un nouveau pacte financier mondial. L'occasion de repenser nos investissements, au-delà de l'approche financière de court terme. Le calcul du retour sur investissement actuel est incomplet car il passe à côté des retours démultipliés de long terme, qui découlent, au niveau mondial, de la transposition à plus grande échelle, dans le Nord, des solutions et innovations développées dans le Sud.

Lire aussi :

Climat : 13 dirigeants s'engagent à avancer sur des « mesures concrètes »

Pour répondre à l'urgence sociale et climatique, aujourd'hui dans les pays les plus touchés et demain au niveau mondial, il est nécessaire d'adopter un nouveau calcul de ROI qui prenne à la fois en compte le coût de l'inaction et les bénéfices financiers, sociaux et environnementaux indirects à long terme. Car quoi qu'il en coûte, la lutte contre la crise climatique et contre l'extrême pauvreté sera rentable.

Jérôme Oberreit est directeur exécutif de BRAC Global.

Alexandre Lourié est directeur général en charge de l'International du **Groupe SOS**.

Quelles clés pour s'adapter dans un environnement complexe ?

Comment réagir face aux défis de la transition énergétique ? Comment se positionner dans un environnement économique et politique instable ? Comment exploiter au mieux les opportunités d'innovation dans chaque secteur ? Au quotidien, à travers nos décryptages, enquêtes, chroniques, revues de presses internationales et éditos, nous accompagnons nos abonnés en leur donnant les clés pour s'adapter à un environnement complexe.

Je découvre les offres

